

# Le Cheminot de France

Organe bi-mensuel de la Fédération des Syndicats Professionnels des Cheminots de France et des Colonies.

RÉDACTION & ADMINISTRATION:  
5, RUE CADET, PARIS (9<sup>e</sup>)  
TÉL.: CENTRAL 73-04

ABONNEMENT de SOUTIEN: 12 Francs par AN

Pour la Publicité s'adresser à:  
OFFICE CENTRAL de la PRESSE  
14, RUE DE L'ABBAYE, PARIS (6<sup>e</sup>)  
TEL.: Gobelins 29-45

## LES 8 HEURES A PROPOS D'UNE LETTRE sur les 8 heures

FÉDÉRATION NATIONALE... (Bureau Montagne)

Paris, le 10 novembre 1922.

Camarade Secrétaire Général,

Bien reçu votre lettre du 8 novembre, dans laquelle vous nous demandez quelle suite les Organisations centrales entendent donner à l'accord conclu le 11 octobre dernier.

Nous nous sommes, en ce qui nous concerne, occupés de cette question, et nous avons eu la même idée que vous sur l'édition d'un tract contenant certaines indications à donner aux syndicalistes pour la défense des 8 heures (application des règlements). Mais nous avons fait un tract spécial à notre Fédération, au dos duquel se trouve le bulletin d'adhésion, car nous ne devons pas, à côté de l'action, oublier la question du regroupement, qui est un facteur important du succès.

Nous vous soumettons des exemplaires de ce tract, dont vous pourriez accepter le texte et, comme nous, mettre au verso votre bulletin d'adhésion.

Nous avons fait faire un tirage de 100.000, que nous enverrons incessamment dans nos syndicats; vous pourriez faire le même travail; les textes étant les mêmes, nos camarades seraient dans ces tracts la continuation de nos efforts dans une action commune.

Nous vous serions très obligés de nous faire connaître la suite que vous donnerez à cette question.

Recevez, etc...

Le Secrétaire général adjoint,

Paris le 25 novembre 1922

Fédération Nationale  
(Bureau Montagne)

Camarade Secrétaire Général

Suite à votre lettre du 10 courant.

Le Bureau fédéral, après en avoir pris connaissance, regrette que les nécessités de votre propagande vous aient empêché d'envisager, ainsi que nous l'avions fait, l'élaboration en commun d'un tract relatif à l'application du décret réglementant la journée de huit heures dans les chemins de fer.

Le Bureau fédéral estime que cela eût été la suite logique de l'entente que nous étions parvenus à réaliser à l'occasion de ce décret.

Dans ces conditions, il déclare maintenant, comme vous le faites de votre côté, son entière liberté d'action pour la défense de la journée de 8 heures.

Croyez, Camarade Secrétaire, à nos tout dévoués sentiments.

Pour le Bureau fédéral,  
Le Secrétaire général.

### LE JOURNAL

Afin de renseigner tous nos syndiqués, nous prions tous nos camarades qui adresseront un article à la « Commission du journal » de faire connaître leurs fonctions syndicales ou le groupe auquel ils sont adhérents et que ces renseignements figurent sous leur signature, à la fin de l'article.

Nous profitons de la circonstance pour informer tous nos correspondants que tous comptes rendus, articles, etc., doivent parvenir au siège au plus tard le 15 de chaque mois pour insertion dans le journal du 1<sup>er</sup> du mois suivant.

Prière de n'écrire qu'au recto seulement. Cette dernière formalité est de règle, si nos camarades veulent qu'une suite favorable soit donnée à leur article.

La Commission.

Dans une lettre de réponse à Montagne, secrétaire de la Fédération confédérée à la C. G. T., M. Le Trocquer, ministre des Travaux publics, reproche amèrement à ladite Fédération, son alliance avec la Fédération unitaire en vue de la défense des 8 heures.

Le même reproche nous est suspendu sur la tête. Nous aussi, nous avons pactisé avec la C. G. T. et la C. G. T. U. pour le même motif.

La Fédération unitaire a préconisé le boycottage, et nous, ainsi que la C. G. T., avons parlé de la stricte application des règlements. Nous y reviendrons tout à l'heure.

Pour le moment, ce que je veux constater, c'est un fait unique dans les annales de la profession : M. Le Trocquer a réussi à faire l'unanimité dans les cheminots contre son décret. Qu'on le veuille ou non, il en est ainsi. La guerre, les attaques contre les salaires et les 720 francs avaient laissé les fossés entre les organisations, sans les combler. Le décret Le Trocquer a comblé ce fossé. Tous se sont réunis. Et même, si la Fédération des cadres et l'Union de Défense Professionnelle n'ont pas participé aux meetings, du moins ont-elles désavoué l'œuvre entreprise. Nous n'étions pas d'accord sur les formes de la protestation, mais nous étions d'accord sur la nécessité d'une action prouvant notre réprobation. Tous ont vu là une première atteinte qui en annonçait d'autres.

J'ai dit et répété que je ne participerais à aucune polémique entre les organisations de cheminots. Chacun où il est fait ce qu'il croit être son devoir. Je regrette les paroles amères, d'où qu'elles viennent.

Cette unanimité dans la protestation a sans doute déplu à Monsieur le Ministre. Aussi, se basant sur les paroles des extrémistes, il a cru devoir dénoncer notre attitude en des termes assez sévères.

Les unitaires ont préconisé pour leurs adhérents, le boycottage. Cela consiste à ne faire qu'un travail raisonnable pendant 8 heures, et à laisser tout tomber, ce temps écoulé.

Nous n'avons pas été si loin. Si nous avons préconisé l'application des règlements, ce n'est pas en vue d'embarrasser les réseaux, c'est en vue de la sauvegarde du personnel.

Nous avons dit que, si un cheminot, d'après les règlements, doit s'occuper de 3 voies dans les triages, il aurait tort d'assumer la tâche de 7 en s'exposant à des accidents où on le trouverait en défaut. Nous avons recommandé de ne pas accrocher de wagons avant l'arrêt, de ne pas quitter l'attelage quand le train est en mouvement. Ceci est écrit en toutes lettres dans les règlements, et trop souvent, d'aucuns sont victimes de leur désobéissance, motivée par ce qu'ils croient être une initiative utile.

Mais nous n'avons pas dit et ne dirons jamais qu'il faut entraver la marche du service par des moyens frauduleux. Nous réproprons bien haut le sabotage, le faux étiquetage des colis, la nonchalance voulue, en un mot, tout ce qui est contraire à l'honnêteté.

Nous ne donnons aucun mauvais conseil. Le dire ou le croire est nous calomnier.

Nous sommes, M. Le Trocquer, parmi ceux que vos prédécesseurs ont félicités en 1914, à la fin de la guerre, et en bien d'autres circonstances. Nous connaissons notre devoir, nous l'avons accompli et nous sommes prêts à recommencer.

Vous pouvez être d'une exceptionnelle compétence technique, ce n'est pas à nous d'en juger. Mais, êtes-vous sûr d'avoir le doigt nécessaire dans vos relations avec le personnel ?

Je ne parle pas par rancœur. Je ne suis pas touché par votre premier décret, mais j'en envisage un second qui me touchera — peut-être... Dût aucun ne jamais me toucher, je vous dis que ce que vous avez fait n'est pas habile. Vos capacités techniques sont hors de cause, je le reconnais, mais la technicité n'est pas tout, la psychologie a sa place...

N'invocquez pas la guerre ni l'amour de la France ! La guerre, nous l'avons faite en bleu horizon, la France, nous l'aimons autant que vous pouvez l'aimer.

Au nom de cet amour de la Patrie, je

vous adjure de réfléchir, de modifier votre décret.

Ah ! certes, il ne s'agit pas de confirmer à chacun, 8 heures de travail, même atténué, en échange de la paix des revendications.

Il faut examiner les cas dans la paix de la bonne foi. Nous, personnel, y apportons notre pleine et entière confiance. Si un sacrifice est nécessaire pour la prospérité du pays, aucun de nous n'y faillira.

Mais, pas de confiance dans la nuit : face à face, exposons nos vues.

Nous savons construire : vous avez vos projets, nous avons les nôtres.

Si nos alliances actuelles vous répugnent, songez que vous nous y avez un peu forcés par votre attitude.

Si vous avez cru « diviser pour régner », vous vous êtes trompés. Reconnaissez-le et invitez-nous à discuter.

La force n'a jamais obtenu de résultats durables. La persuasion et l'entente donnent des solutions immortelles.

G. BURTÉ.

### Pour la C. F. T. C.

Chers Camarades,

Je viens vous tendre la main pour notre C. F. T. C.

Fondée voici trois ans, à pareil jour, dans un magnifique élan de confiance et d'enthousiasme, la C. F. T. C. a déjà fourni une remarquable carrière.

Composée à ses débuts de 350 syndicats, presque sans liens fédéraux ou régionaux, elle en comprend aujourd'hui bien près de 800, groupés en 7 fédérations et 23 unions. Elle a pris dans la vie professionnelle du pays une place importante, apportant dans les discussions et les conflits professionnels les grandes notions de justice et de charité chrétiennes qu'on y avait quelque peu oubliées. Sa participation à l'organisation professionnelle internationale a fait comprendre qu'on pouvait associer le souci de la solidarité ouvrière au respect des justes revendications nationales.

De multiples succès, chaque jour plus significatifs, dans les Commissions paritaires, aux Conseils de prud'hommes, au Conseil supérieur du travail, sa participation, hier même, à la Conférence internationale du travail, sont venus confirmer l'importance et l'étendue des résultats acquis et l'influence qu'exerce la C.F.T.C. même dans les milieux non professionnels.

Ces résultats n'ont pu être obtenus que par l'admirable dévouement des militants. Membres du Bureau fédéral, secrétaires confédéraux, propagandistes, présidents ou dirigeants d'unions et de syndicats, disputent au juste repos nécessaire après la journée de travail, aux obligations familiales parfois impérieuses les heures indispensables à assurer les tournées de propagande. L'organisation confédérale ou régionale, les tenues de congrès, tout le travail enfin qu'exige l'extension sans cesse croissante de notre œuvre. Plusieurs déjà sont tombés sur la brèche, épuisés par un labeur que les forces humaines ne peuvent soutenir impunément. D'autres les ont remplacés, prêts aux mêmes besognes et aux mêmes sacrifices.

Mais, quelle qu'en soit la beauté, ces sacrifices restent en grande partie inutiles, car nous ne possédons pas l'organisation intérieure qui peut en faire mûrir et en cueillir les fruits. Nos fédérations et nos unions régionales n'ont pour la plupart qu'un secrétariat de fortune ou n'ont pas de secrétariat du tout. Des régions entières d'une grande importance économique, où notre action est attendue avec impatience et serait accueillie avec joie, restent en jachère.

Nos syndicats, nos unions, nos fédérations, dont beaucoup sont de création récente et d'un effectif restreint, sont obligés de conserver, pour leur organisation et leur action propres, la presque totalité de leurs ressources en cotisations et le bureau confédéral ne saurait exiger d'eux, actuellement, un concours qui risquerait de les affaiblir dangereusement.

Allons-nous rester plus longtemps victimes de cette pauvreté matérielle, qui fait sourire les « nouveaux riches » de la C. G. T. ou d'ailleurs, et les porte à croire, et peut-être à souhaiter, bien à tort du reste que notre mouvement mourra quelque jour d'inanition.

Vous ne le voudrez pas ! Le C. N. dans sa dernière réunion, a décidé la constitution immédiate de la Caisse de Propagande votée par le dernier congrès confédéral. Cette caisse il faut la doter.

Si votre syndicat ou votre fédération ne peuvent le faire, vous, mes chers Camarades, vous le pouvez et vous le devez.

Mettez la main à la poche, quelque durs que soient les jours que nous vivons. Ne vous montrez pas inférieurs à vos camarades cégétistes ou unitaires. Répondez à l'appel de vos

Unions. Donnez généreusement pour que notre secrétariat confédéral puisse avoir le plus tôt possible les propagandistes qui lui manquent, pour que nos unions régionales soient dotées d'un secrétariat permanent, pour que de nouvelles régions soient ouvertes à notre influence, pour que notre Confédération poursuive en pleine indépendance, sa marche ascensionnelle.

L'avenir de la C.F.T.C. dépend de votre fidélité généreuse. Apportez-nous à nouveau la preuve qu'elle est prête à se prodiguer matériellement comme moralement. Et souvenez-vous que si l'aumône du pauvre est particulièrement agréable à Dieu, elle est particulièrement puissante aussi sur les œuvres d'ici-bas.

Votre Président : J. ZIRNHELD.

N. B. — Cet appel est adressé aux organisations confédérées pour qu'elles le transmettent à leurs adhérents, conformément à la décision du Comité National des 14-15 octobre 1922.

## LES COTISATIONS

### DU DEVOIR DE COTISER

Dans l'article précédent (1), j'ai montré la nécessité des cotisations pour assurer à l'organisation syndicale la vie matérielle, dans « l'indépendance ».

Cette nécessité entraîne pour les syndiqués un devoir primordial.

C'est sur ce devoir que je voudrais insister aujourd'hui.

Dès lors, qu'on a « adhéré » au syndicat, à ses principes et à ses méthodes, il faut cotiser. Une adhésion est nulle, n'est-il pas vrai ? si elle n'est pas appuyée par la cotisation pécuniaire qui, seule, en fait une réalité...

Or, si vous adhérez, c'est que, évidemment, vous êtes convaincus de la nécessité de l'organisation syndicale : vous marquez ainsi votre conviction, vous faites acte de syndicaliste.

La profession crée entre vous tous un lien de solidarité, dans vos droits et vos intérêts, et ces intérêts et ces droits il vous faut les défendre contre les atteintes d'une autorité, parfois poussée à l'injustice par l'égoïsme. En adhérant au syndicat, vous avez compris cela.

Partant, vous avez compris aussi que le « travail » aspire à exercer ses droits de collaboration, de contrôle, dans l'œuvre de gestion professionnelle ou « l'autorité patronale » ne peut plus prétendre à être toujours exclusive et absolue.

Vous avez compris, en effet, qu'il vous fallait conquérir vos « droits de travailleur », préparer l'avenir de la démocratie sociale en vous entraînant à devenir aussi arbitres des destinées de votre profession, comme vous êtes devenus, en vertu de vos « droits de citoyen » arbitres des destinées de la cité et de la nation.

Oui, c'est tout cela que signifie votre adhésion syndicale.

Et elle est sincère, votre adhésion. C'est un acte de foi syndical.

Ce sont cette sincérité, cette foi en l'idéal syndical, qui vous imposent le devoir strict de cotiser. Un syndicaliste fervent doit être cotisant.

Car savez-vous ce qu'est « adhérer » sans cotiser régulièrement ? C'est, précisément, ne pas avoir la véritable foi syndicaliste. C'est paraître approuver un effort d'émancipation et d'éducation dont, en réalité, on se désintéresse ; c'est une manifestation vide de sens, un acte sans conséquence et, cela, ce n'est pas logique, je dirai même que ce n'est pas intelligent.

Soyez donc logiques. Soyez donc intelligents.

Puisque vous voulez, en effet, de toutes vos forces, que vos intérêts soient défendus, que vos droits soient respectés, que vos revendications soient satisfaites, puisque vous désirez ardemment que soient réalisés vos vœux d'un avenir social plus juste où vous aurez enfin votre part d'autorité dans la gestion de vos réseaux, puisque, en un mot, votre conscience professionnelle sent d'instinct le besoin de « solidarité professionnelle » et s'en fait des obligations liant chacun envers tous, vous ne pouvez pas, après avoir voulu, désiré, senti cela, en adhérant à l'organisation syndicale, ne pas payer vos cotisations syndicales.

Sinon, qu'advient-il ? Ne pas payer vos cotisations, mais, ne sentez-vous pas que ce serait pis alors que faire preuve d'illogisme et d'intelligence ? Ne pas cotiser, ou cotiser irrégulièrement ce qui est tout comme, souvent, c'est en quelque sorte

(1) Voir Le Cheminot de France du 1<sup>er</sup> octobre 1922.



renier votre propre volonté. C'est, non seulement considérer comme bien peu l'amélioration de votre sort personnel et — ce qui est plus grave — de celui de votre famille même, mais encore, c'est vous désintéresser du mieux-être de vos frères de travail, c'est vous avouer impuissants à vous hausser jusqu'à la conception du « progrès professionnel », et vous montrer, par conséquent, dépourvu de « sens social », c'est, en un mot, trahir la cause syndicale.

Cotiser, au contraire, c'est « militer » déjà.

Soyez donc des cotisants. Des cotisants volontaires : je veux dire — puisqu'aussi bien il faut que vos cotisations soient payées régulièrement — que, par un acte de bonne volonté, de volonté, de votre part vous alliez vous-mêmes, au besoin, au devant de votre receveur, devançant ses sollicitations.

Il faut lutter, vous le savez, sur le terrain syndical.

Les cotisations, régulièrement versées, sont les armes de la lutte.

Soyez donc des cotisants, je le répète. Cela est votre devoir. Cela est indispensable.

Vous serez ainsi, non plus les « embusqués », mais de vrais « combattants » de l'armée syndicale. Et quand celle-ci enregistrera des succès, c'est à très juste titre alors que, dans le même temps où vous participerez aux avantages conquis, vous pourrez vous enorgueillir d'avoir contribué personnellement à obtenir la victoire.

H. LAINE.

## Le Patronat d'Amérique et la question sociale

Dans deux récents articles, publiés par « Le Courrier », nous avons vu les hommes d'Eglise de notre époque, par la plume autorisée de leurs représentants les plus illustres, préconiser cette réconciliation et cette collaboration des peuples et des classes, dont la pratique répugne, si ostensiblement, à notre individualisme matérialiste, raffiné et barbare.

Pour bien démontrer que ce n'est point à des préoccupations ou politiques, ou confessionnelles, ni même nationales, « intéressées » que nous obéissons, quand nous invitons les peuples à rejeter le flot fangeux d'égoïsme et de haine, qui nous emporte vers la décadence, nous désirerions faire comparaitre, ici, les sommités sociales les plus diverses, venues des milieux les plus disparates, pour témoigner en faveur de la vérité que nous défendons.

Avec son éloquence abrupte et rude, cette assurance franche et forte que procurent, seuls l'indépendance et le succès, avec sa compréhension nette des nécessités nouvelles, son sens aigu et averti des affaires, le patronat d'Amérique, qui nous apporte de ses chefs les plus autorisés, M. John D. Rockefeller, nous donne ainsi son avis sur la question sociale :

« A l'heure actuelle, affirme-t-il, pas de problème qui s'impose davantage à l'attention du monde : il n'y en a pas de plus important, de plus difficile à résoudre.

« Les pessimistes, ajoute-t-il, ne voient qu'un remède : la révolution. Après les sacrifices immenses de ces dernières années, les peuples ne peuvent manquer d'apporter à cette tâche sociale, des qualités de cœur et d'esprit, aussi généreuses, aussi sages qu'aux travaux de la guerre. Seul, un esprit nouveau, dans les relations entre les divers facteurs industriels, nous donnera le sens de la solution, l'esprit de coopération et de fraternité ».

Partout, toujours, sous la plume des écrivains sacrés, comme sur les lèvres des potentats et des philanthropes, ce sont les mêmes appels à la concorde, à l'union, les mêmes abandons de privilèges de classes, le même entraînement à détruire les barrières, les mêmes élans vers une justice et une charité qui ne sont l'apanage exclusif d'aucun parti.

« Les quatre facteurs de l'industrie, poursuit Rockefeller (capital, direction, travail, communauté) sont des associés, et non des ennemis. Il est regrettable que certains capitalistes considèrent le travail comme leur proie légitime. Il est tout aussi déplorable que le monde ouvrier ait souvent le sentiment qu'il a le droit d'arracher au capital tout ce qu'il peut. Ce n'est que par des relations étroites entre travailleurs et dirigeants que naîtra l'esprit de solidarité.

Des paroles aussi dissonantes, proferées par cet homme parvenu au faite de la fortune, préoccupé désormais de la recherche et de la possession de la vérité, ne sont-elles pas de nature à faire réfléchir patrons et ouvriers, séparés en fractions rivales, toujours aux prises, inévitablement vouées à se faire échec, à paralyser notre effort économique commun, national ?

Et quel regain d'actualité et de force ne donnent-elles pas à nos Confédérations nationales et internationales de travailleurs chrétiens ambitieuses, uniquement d'arrêter le choc sanglant des classes et des peuples ennemis, impatient de voir l'ère des persécuteurs et des représailles, des réactions et des dictatures ?

Lorsque le milliardaire américain propose à sa bourgeoisie cette profession de foi inouïe, ne croirait-on pas entendre notre porte-parole ouvrier ?

« Je crois, nous dit-il, que tout être humain a droit au travail ; à un salaire équitable ; à une durée et à des conditions de travail raisonnables ; à un foyer convenable ; qu'il doit, après son labeur, avoir, aussi, la possibilité de se distraire, d'étudier, de prier et d'aimer et qu'il incombe aux chefs de l'industrie, tout autant qu'au gouvernement, ou à la société, de veiller à ce qu'aucun de ces biens ne lui fasse défaut ».

Et voulez-vous savoir ce qu'il pense des organismes paritaires, des commissions mixtes, ou notre Confédération s'efforce d'appeler à siéger les plénipotentiaires des deux éléments collaborateurs, employeurs et employés ; entendez-vous dire :

« Je crois que pour ramener l'harmonie et

la prospérité dans l'industrie, il importe, avant tout, d'établir une juste représentation de ses éléments.

« Je crois que le système de représentation le mieux approprié est celui qui s'étend de bas en haut, qui comprend tous les travailleurs, débute par l'élection de représentants et la constitution de Conseils mixtes, pour chaque établissement ; procède ensuite à l'organisation de conseils mixtes pour chaque compagnie, puis pour toutes les compagnies d'une même industrie ; pour toutes les industries d'une même nation, enfin de plusieurs nations ».

Il n'est pas jusqu'à notre point de vue moral, démocratique même, qui ne reçoive sa justification, dans les édicts de ce philosophe agnostique, sans autre religion que les « Affaires », qui, décidé à projeter un jour brutal dans les dessous de l'industrie, s'avisait de déclarer :

« Que le précepte : faites aux autres ce que vous voudriez qu'on vous fit, est aussi vrai en affaires qu'en morale ; que les entreprises ne seront couronnées de succès qu'autant qu'elles auront été inspirées de loyauté, de justice et de fraternité ; que l'autocratie a cessé de régner ; que la poursuite de buts égoïstes aux dépens de la communauté ne peut ni ne doit être tolérée plus longtemps ; que la vie a une valeur infiniment supérieure aux richesses ; que la prospérité et le bonheur de l'individu, si humble que puisse être sa condition, ne peuvent plus être sacrifiés à l'ambition des riches et des puissants ; que la base de tout progrès enfin, réside dans la santé, les capacités, et le développement intellectuel d'un peuple ».

Telle est, à l'heure actuelle, la tâche bien définie qui réclame impérieusement des ouvriers.

Il n'est pas douteux, que les générations futures béniront tous ceux, riches ou pauvres, de droite ou de gauche, qui, affrontant le sarcasme impie du sectaire, du profiteur, du bêt ou de l'arriviste, auront à cœur, redressant ou vivifiant leur volonté de coopérer à cette œuvre de salut.

Et c'est sur les dirigeants, peu importe la classe à laquelle ils appartiennent, qui auront refusé de modifier, d'après l'esprit nouveau de coopération et de fraternité, leurs vieux concepts étroits et puérils de luttes rageuses, que retomberont les responsabilités des corps-corpis tragiques, ou succomberont, inéluctablement, peuples, clans ou individus, indolents au frein de la raison, de la douceur, de l'humanité, auxquelles, de toutes parts, les convient les voix les plus autorisées ou les plus augustes.

R. LAFOURCADE, (Bayonne).

## Pour ceux qui partent en retraite

Beaucoup de nos camarades, sur le point de partir en retraite, nous ont demandé quelles facilités leur sont accordées pour le transport de leur mobilier à leur nouvelle résidence.

Nous ne pouvons que reproduire la lettre suivante reçue du ministère des Travaux publics :

C. F. G. N° 3359

Paris, le 2 octobre 1922.

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre n° 1177 E. 3113 du 8 septembre dernier, vous m'avez demandé de vous faire connaître quelles sont les facilités dont peuvent bénéficier les agents soumis à la retraite pour faire transporter leur mobilier dans la localité où ils se retirent, lorsque cette localité est desservie par un réseau autre que celui où ils étaient en service.

J'ai l'honneur de vous informer que cette question a été réglée d'un commun accord par les grands réseaux. Ceux-ci délivrent un bon gratuit pour le transport sur leurs lignes du mobilier de leurs agents qui prennent leur retraite normale ou qui sont réformés avec pension normale et se retirent sur un réseau différent de leur réseau d'origine, dans le délai de trois mois courant de la date de la mise à la retraite.

Les veuves d'agents morts en activité de service, ayant droit à la pension, bénéficient du même régime, mais celui-ci ne s'applique à aucun cas de départ anticipé.

Recevez, etc...

Le Sous-Directeur des Chemins de fer

## LES RETRAITÉS

BENEFICIAIRES DE PENSION ACCIDENT (LOI DU 9 AVRIL 1898) ONT DROIT A DES ALLOCATIONS TEMPORAIRES.

Le Journal officiel des 15 et 16 juillet dernier insère la loi du 15 juillet 1922, instituant des allocations temporaires en faveur de certaines catégories de rentes, au titre de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Aux termes de cette loi, les victimes d'un accident du travail survenu avant l'application de la loi du 5 août 1920, ou leurs ayants droit, titulaires d'une rente ou ayant acquis des droits à une rente au titre des lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902, 31 mars 1905, et 17 avril 1920, recevront, sur leur demande, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1921, jusqu'au 30 juin 1924, les allocations temporaires énumérées ci-dessous.

Ces allocations, pour les victimes elles-mêmes, si elles sont atteintes d'une incapacité de travail de 50 % au moins, s'élèveront à :

- 30 fr. par mois pour une invalidité de 50 à 59 % ;
- 40 fr. par mois pour une invalidité de 60 à 69 % ;
- 50 fr. par mois pour une invalidité de 70 à 79 % ;
- 60 fr. par mois pour une invalidité de 80 % et plus.

Les conjoints recevront une allocation égale au montant de leur rente s'ils justifient qu'ils sont ou infirmes ou atteints d'une maladie incurable, ou âgés de plus de 60 ans.

La loi stipule ensuite que les orphelins recevront une allocation égale au montant de leur rente (article 4), que le total des rentes, allocations et majorations ne pourra dépasser les maxima prévus par la loi du 31 mars 1919 (Art. 5), les modalités de paiement et les contributions nouvelles à imposer aux chefs d'entreprises.

Nos camarades sont invités à faire connaître cette loi dans leur entourage et peuvent nous adresser, le cas échéant, des demandes de renseignements complémentaires.

Le Secrétaire.

## Récompense des Pensions d'accidentés du travail

Question n° 14349. — M. Bonnet de Paillet, député, demande à M. le ministre du Travail si, dans les calculs pour la liquidation des pensions dues aux victimes des accidents du travail, les indemnités de cherté de vie, de résidence, et celles pour charges de famille, doivent ou non entrer en ligne de compte.

Réponse. — Aux termes de l'article 10 de la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 31 mars 1903, le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature. La Cour de cassation a jugé qu'en principe, toute allocation supplémentaire, toute gratification, tout pourboire, qui représente la rémunération d'un travail doit entrer en ligne de compte pour le calcul du salaire de base et que l'évaluation en est faite souverainement par les tribunaux d'après les usages du lieu.

Les Cours d'appel de Riom (28 octobre 1920), de Limoges (17 janvier 1921) et de Rennes (1<sup>er</sup> juin 1921) ont rendu des arrêts aux termes desquels l'indemnité de cherté de vie fait partie intégrante du salaire de base. La Chambre des requêtes, par arrêt du 15 janvier 1921, par lequel la Cour de Paris avait jugé que cette indemnité ne devait pas entrer en ligne de compte à raison de son caractère provisoire : « la chambre civile va donc être amenée à fixer la jurisprudence sur ce point. Il ne paraît pas contestable que les indemnités de résidence, de logement et même dans certains cas, de déplacement, ne fassent partie du salaire de base (Tribunal civ. Brieux du 15 février 1900, Narbonne, 17 juillet 1900, Cassation civ. 4 mars 1903). En ce qui concerne les indemnités pour charges de famille, si le sur-salaire familial est alloué à l'ouvrier en vertu d'une stipulation du contrat de travail et comme une conséquence du travail effectué, il doit faire partie intégrante du salaire de base (Cassation civ. 24 juillet 1918). Doit-il en être de même si les allocations familiales sont versées à l'ouvrier par une caisse d'allocations à laquelle il est affilié par les soins et les deniers du chef d'entreprise ? La jurisprudence n'a pas encore statué sur ce point. (Journal Officiel).

## Application

### de l'art. 132 de la loi de Finances de 1921

#### MAJORATION DE PENSIONS DES RETRAITES

Question n° 13709. — M. Jean Molinié (Aveyron) député, demande à M. le Ministre des Travaux publics :

1° Pourquoi l'article 132 de la loi de Finances n'est pas encore appliqué par les Compagnies de Chemins de fer aux cheminots retraités qui bénéficieraient ainsi de nouveaux et justes avantages dans le paiement de leurs retraites ;

2° Quand cet article 132 sera appliqué.

Réponse. — Le paiement des majorations de pensions instituées en faveur des retraités des grands réseaux de chemins de fer par l'article 132 de la loi du 31 décembre 1921 est en cours : toutes diligences utiles sont faites pour que les intéressés reçoivent dans le moindre délai les sommes qui leur sont dues de ce chef avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 1922. (« Journal officiel »).

## Renouvellement du Bureau Fédéral

Dans sa séance du 19 courant, le Conseil Fédéral a procédé au renouvellement de son Bureau.

Ont été élus :

Président, Oudin ; vice-président, Vieljeux ; vice-président, Montals ; secrétaire général, Schwab ; secrétaire général adjoint, Flambard ; trésorier, Burté ; trésorier adjoint, Chaffre ; archiviste, Mme Chanembaud.

Membres : Aubrée, Bonnamy, Sourbié, Prudhom, Bugnot, Rivière, Meyrignac, Mlle Volat.

Le compte rendu de la séance paraîtra dans le prochain numéro du journal.

#### BUREAU FEDERAL

Réunion du 19 novembre

Aussitôt après la séance du Conseil fédéral, le nouveau Bureau se réunit pour prendre quelques décisions.

Sur la proposition d'Oudin, il est décidé que :

1° Le Bureau se réunira dorénavant le mardi de chaque semaine, à 18 heures, ainsi que le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, de 14 à 17 heures, pour permettre l'assistance des délégués de province ;

2° Un ordre du jour sera établi à l'issue de chaque réunion pour les questions à étudier à la séance suivante.

Par ailleurs, à la demande de plusieurs membres du Bureau, il est décidé que le délégué de la Fédération au Conseil supérieur des Chemins de fer sera invité à

assister à la prochaine réunion dominicale, le 17 décembre 1922.

Réunion du 22 novembre

Présents : Montals (C. C.), Schwab (Nord), Burté (Est), Aubrée (Alsace-Lorraine), Prudhomme (Midi), Gillet (suppléant Nord), Bonnamy (Etat), Meyrignac (Ceinture).

Ecusés : Flambard (P.-L.M.), Mme Chanembaud (Etat).

Schwab propose qu'une permanence soit assurée, chaque jour, au siège de la Fédération, par les membres du Bureau fédéral en résidence dans la région parisienne. La proposition est adoptée et chaque semaine un roulement sera établi pour la semaine suivante.

Montals dépose un vœu aux termes duquel aucune dépense quelque peu importante de la Fédération, ou virement de fonds, ne pourraient être engagés sans l'autorisation et le visa du trésorier général. Le vœu est adopté.

Schwab propose certaines réformes concernant le secrétariat administratif. Après discussion, il est décidé que, pour assurer la continuité des affaires, le secrétaire permanent actuel conservera ses fonctions aux conditions qui lui seront proposées.

Burté présente au Bureau fédéral le projet d'une déclaration d'ordre général qu'il a rédigée et qu'il demande au Bureau d'adopter. Après étude et discussion, le Bureau, ne voyant pas l'opportunité d'une telle déclaration, décide de n'y pas donner suite pour le moment.

Schwab donne connaissance d'une réponse de la Fédération Montagne à une proposition d'édition de tract commun sur la question des huit heures, faite par le précédent Bureau de notre Fédération.

La Fédération Montagne, ayant déjà pris l'initiative de faire ce tract pour son propre compte, le Bureau décide de ne donner, pour l'instant, aucune suite à ce projet, mais d'envoyer une lettre au Bureau Montagne pour lui exprimer notre regret de l'attitude d'isolement qu'elle a prise et pour lui préciser que dans ces conditions nous maintenons notre entière liberté d'action. La séance est levée à 20 h. 15.

## Syndicat du Réseau Est

Après une somnolence de plusieurs mois, nous avons le plaisir d'annoncer à nos camarades, la résurrection du groupe de Blainville-la-Grande.

Sous l'impulsion énergique de notre ami Lemaire, qui, comme il nous le disait si spirituellement lui-même, voulait bâtir sur le roc, le groupe s'est reconstitué sur des bases solides.

Le point dominant est qu'ils ont choisi comme président un de nos élus au premier degré des élections au Conseil Supérieur des Chemins de fer et dans les échelles supérieures. Nous leur souhaitons à tous une cordiale et nouvelle bienvenue, ainsi qu'une extension infinie.

Le 10 novembre dernier, a eu lieu, en gare de l'Est, l'inauguration d'une plaque de marbre en l'honneur de nos camarades morts pour la Patrie. La cérémonie a revêtu un caractère de simplicité assez marqué.

La Compagnie eût été mieux inspirée de faire connaître cet événement par voie d'un ordre de service quelques jours auparavant. S'il était un jour où tous les agents de l'Est pouvaient être en communion d'idées avec leurs dirigeants, c'était bien celui-là.

Pourquoi ne l'a-t-on pas jugé ainsi ? C'est regrettable, car cette façon de faire nous a profondément remué le cœur à tous.

P. CHAFFRE.

#### CONSEIL D'ENQUETE

Les camarades qui viendraient à avoir le malheur de comparaître devant le Conseil d'enquête, sont informés que le camarade Burté se tiendra à leur disposition en cas de besoin pour les y assister, à la condition d'être prévenu suffisamment à temps.

#### NOISY-LE-SEC

Au cours de la réunion du groupe qui a eu lieu le 11 octobre, salle Cossy, 49, boulevard Gallieni, il a été procédé au renouvellement du Bureau.

Le Bureau se trouve ainsi composé : Drach, président ; Lemerle, secrétaire ; Chantrier, trésorier.

A l'issue de cette réunion, les membres du Bureau ont pris les décisions suivantes :

- 1° Intensifier la propagande,
- 2° Défendre les droits de chacun,
- 3° Mettre tout en œuvre pour faire aboutir les justes réclamations.

Le secrétaire.

N. B. — Pour les cotisations en retard, prière de s'adresser au camarade Chantrier, trésorier, 25, avenue du Général Gallieni à Noisy-le-Sec.

## Union des Syndicats Etat

#### CORRESPONDANCE

A partir de maintenant, toute la correspondance des Syndicats et des camarades du Réseau Etat devra être adressée, sans exception, à l'adresse personnelle du camarade Aubrée, 16, rue de Châteaudun, à la Garene-Colombes (Seine).

Il reste bien entendu que la correspondance concernant la trésorerie devra toujours être adressée au camarade Ecole, 8, rue du Muret, à Argenteuil (S.-et-O.).

Pour les envois de fonds, utiliser toujours le compte chèque postal n° 2644, à Paris,



au nom du S. P. C. F. Quelle que soit la somme envoyée au compte les frais ne s'élèveront qu'à 0 fr. 15.

# UN IMPORTANT ARRÊT DE CASSATION

Ni chair ni poisson, telle était jusqu'à ces temps derniers la situation juridique d'un cheminot de l'Etat. A l'aide de textes impressionnants, on soutenait mordicus que ce cheminot n'était pas fonctionnaire... les jours où l'assimilation lui eût été favorable. La thèse contraire était défendue avec des arguments non moins catégoriques lorsqu'il s'agissait de glaner parmi les règles des compagnies privées quelque chose qui lui eût été avantageux.

Ce temps est passé... au moins en ce qui concerne la compétence des tribunaux, et ce n'est pas la moindre bénéfice du nouveau régime de chemins de fer.

Hier encore les litiges entre l'Administration et ses agents, à l'occasion du contrat de travail, étaient de la compétence des « tribunaux ordinaires » (loi Lhopiteau, 21 mars 1905). Depuis l'arrêt de Cassation du 19 juin 1922, rendu par la Chambre des Requêtes dans l'affaire Cadi, il faut entendre par tribunaux ordinaires ceux qui normalement sont compétents pour connaître des litiges entre ouvriers, employés et patrons privés. « L'Administration des Chemins de fer de l'Etat doit être considérée comme une entreprise de transports soumise aux mêmes règles et relevant des mêmes juridictions que les entreprises concessionnaires. »

Dès lors, c'est au Conseil des Prud'hommes, au Tribunal de commerce, suivant la nature et l'importance du litige que revient la connaissance de telles affaires.

Rapide, économique, équitable, telle est la nouvelle juridiction. L'arrêt mérite de ne pas passer inaperçu.

## L'HYGIENE DANS LES BUREAUX

Il est regrettable de constater qu'à une époque comme la nôtre où de toutes parts on semble tant se préoccuper de l'hygiène des habitations particulières et des lieux publics, les locaux de nos grandes administrations, et en particulier ceux des Chemins de fer, manquent souvent de tout ce qui constitue les conditions d'hygiène la plus élémentaire : l'air, la lumière, la propreté.

C'est ainsi que dans les bureaux de l'arrondissement Exploitation de Caen, les agents sont entassés les uns sur les autres, sans qu'il soit tenu aucun compte de la capacité d'air de l'appartement où ils ont à vivre la plus grande partie de la journée. De plus, ces bureaux ne reçoivent la lumière que par des demi-fenêtres, formées par la partie supérieure des baies éclairant les locaux de la gare, et sur lesquelles un seul carreau, de quelques centimètres carrés, peut être ouvert. Les agents sont obligés de tenir presque constamment les lampes allumées et ils respirent, en toute saison, une atmosphère viciée.

Les mesures de propreté sont absolument insuffisantes. L'épaisse couche de poussière qui recouvre les dossiers et paperasses diverses est le foyer de toutes les contagions, d'autant plus que des agents malades — comme il s'en trouve hélas trop souvent dans ces milieux d'asphyxie — viennent, en remuant ces poussières, y déposer les germes les plus dangereux. Dans les crachoirs la sciure n'est renouvelée que de temps en temps ; encore ce moyen prophylactique est-il, dans certains cas, sans effet.

Le Réseau fait actuellement de grands efforts pour réduire le plus possible le nombre des malades et la durée des maladies. Il prend, à cet effet, à l'égard des agents, des mesures très sévères (pour ne pas dire injustes) : ne fera-t-il rien pour éviter que ceux-ci se trouvent atteints par sa propre faute ?

On nous augmente la durée de la journée de travail ! Ne devrait-on pas, avant toute chose, mettre les agents des bureaux dans la possibilité de produire leur somme de travail actuelle dans des conditions d'hygiène normale, indispensables au bon rendement ?

André PAILLIEUX.

## COMPRESSION !!!

Le personnel a eu la pénible surprise cette année en recevant ses notes de fin d'année de constater qu'elles avaient été considérablement diminuées par rapport à celles de l'an dernier.

Dans toutes les catégories presque tous les agents ont vu leurs notes de mérite réduites de 1 à 5 points.

Sur l'arrondissement d'Exploitation de Rennes, en particulier, la constatation est étonnante : la note a été réduite.

Le chef d'arrondissement a systématiquement baissé toutes les notes données, par les inspecteurs et chefs divers, de 2, 3 et même 4 points. Il a même imposé de nouvelles réductions en Commission, se déjouant lui-même, si bien que le rôle des délégués n'a été que de pure forme.

Cette constatation est d'autant plus grave que, pour les catégories nombreuses, il est bien évident qu'il travaillait au hasard. La rapidité avec laquelle ont été donnés ces coups de plume à l'encre rouge ne lui a même pas laissé le temps de lire les appréciations manuscrites de chefs, qui eux, avaient jugé en connaissance de cause.

Aussi nous trouvons-nous devant un monument d'incohérence. Notes de mérite et appréciations manuscrites ne concordent pas et ce serait risible si cette mesure n'avait pour résultat de priver les agents ayant un service pénible, d'une partie de la gratification légitimement acquise.

On chuchote que des instructions formelles auraient été données pour baisser toutes les notes.

Si ces bruits sont fondés, le mieux, pensons-nous, serait de faire connaître les nouvelles règles de notation. Une mesure comprise et sur tout justifiée, est toujours plus facilement acceptée.

Il paraît que ce procédé était trop simple et trop honnête, la réalité, qui ne pouvait être ré-

volée qu'à quelques « grosses légumes » en effet, difficile à digérer pour le plus grand nombre, nous sommes parvenus à l'établir et nous vous la présentons telle quelle.

Le ministre ayant décidé d'allouer une prime de gestion au personnel, il s'agissait de concilier les intérêts du trésor avec l'octroi de cette prime en tenant compte cependant du formidable appétit des dirigeants perchés à partir du 12<sup>e</sup> échelon.

On a donc résolu le problème de la façon suivante :

1<sup>o</sup> Toutes les notes du petit personnel seront réduites systématiquement et de telle sorte que la nouvelle prime de gestion ajoutée à une gratification réduite donnera pour le petit personnel un total nettement inférieur aux seules gratifications de l'an dernier.

2<sup>o</sup> Les sommes récupérées ainsi seront allouées aux dirigeants au-dessus du groupe 18 qui verront leur coefficient de prime de gestion porté à 36.

La situation budgétaire, terrible comme vous le savez, ne permet pas de leur allouer un coefficient plus fort cette année.

3<sup>o</sup> Pour compenser cependant les pertes subies par le petit personnel du fait de cette combinaison, le ministre et les réseaux assurent ces agents de toute leur bienveillance. Ils comptent sur leur amour de la justice et sur leur... patriotisme pour accepter ce petit sacrifice.

Cette combinaison est simple, mais comme pour l'œuf de Christophe Colomb, il fallait la trouver.

Nous estimons que le coefficient 36 de prime de bonne gestion s'ajoutant à des gratifications variant de 7.000 à 25.000 fr. est absolument justifié pour MM. les potentats puisqu'il est démontré que leur gestion de fin d'année aura multiplié considérablement les germes de mécontentement et de découragement sur tout le réseau.

## REVENDEICATION

Objet de l'affaire. — « Un groupe de facteurs-enregistrants (échelle 5) se demandent s'ils ne pourraient pas figurer au tableau de concours, comme expéditionnaires (échelle 5), à la suite de ceux déjà inscrits l'année dernière. »

L'année dernière, un concours, lequel d'ailleurs n'a pas été porté à la connaissance de tout le personnel, a permis à quelques facteurs de l'Exploitation de figurer au tableau de concours comme expéditionnaires.

En conséquence, les facteurs enregistrants et les commis de 2<sup>e</sup> classe demandent à pouvoir passer à l'emploi d'expéditionnaire, non point par simple mutation, mais après proposition, et lorsqu'on aura reconnu qu'ils possèdent les qualités nécessaires à cet emploi.

Ils demandent, en outre, que tous les examens ou concours soient portés à la connaissance du personnel par voie d'ordre du jour.

Réponse, n° R. P. 7537. — Il n'y a lieu à inscription au tableau d'aptitude que pour le passage à un emploi d'un grade supérieur.

Il est exact, d'autre part, que des agents ayant à noter des candidats à l'emploi d'expéditionnaire, leur ont fait subir un examen pour se rendre compte de leurs aptitudes, mais il n'y a jamais eu à proprement parler de « concours ».

Les examens et concours organisés par le Réseau en vue de l'établissement du tableau d'aptitude sont d'ailleurs portés en temps utile à la connaissance du personnel.

## ARGENTEUIL

Les cheminots d'Argenteuil, de la Fédération des Syndicats professionnels, réunis le 12 octobre 1922, convaincus qu'une collaboration effective et loyale des classes pourrait seule apporter la Paix sociale, protestent contre la loi de 8 heures, telle qu'elle est envisagée pour les chemins de fer, avec des présences de 10, 11 et même 12 heures et des amplitudes pouvant atteindre 45 heures, mesures contraires à l'esprit de la loi du 23 avril 1919 et à la pensée du législateur.

Constatent que les restrictions qui sont imposées par le Comité de Direction des six grands réseaux, sont de plus en plus contraires à cet esprit de collaboration et que les cheminots, quelle que soit leur bonne volonté, ne voient plus leur travail rémunéré à sa juste valeur, pas plus qu'ils ne voient la possibilité de s'élever dans la hiérarchie professionnelle.

Considérant d'autre part que les cheminots ayant droit, comme l'ensemble des travailleurs, à une alimentation normale, dont les bases rationnelles sont utilisées par les Commissions régionales et officielles du coût de la vie, à l'usage des autres professions, protestent contre l'étude entreprise en ce moment par les délégués du personnel sur des bases de sous-alimentation ne tenant qu'à vouloir diminuer ultérieurement, sous l'aspect d'une étude impartiale, l'indemnité de vie chère.

Ils approuvent l'attitude du Bureau fédéral qui, s'appuyant sur ses principes, et malgré le refus opposé précédemment, a demandé à nouveau aux différents syndicats de faire l'Union des Cheminots pour cette revendication générale et légitime, et sont heureux de la

voir sanctionnée par la participation des deux grandes Fédérations syndicales au meeting du 18 octobre, et s'engagent — d'accord avec les autres syndicats, — à accomplir tout leur devoir professionnel par l'application intégrale des règlements.

Emettent en outre un avis favorable à la création d'une caisse de résistance par une cotisation mensuelle supplémentaire de 0 fr. 20.

Le Bureau.

## CAEN

Le Syndicat de Caen s'est réuni le mardi 17 août à son siège, 4, rue Montaigne, à 20 h. 30, sous la présidence du camarade Dupont.

Le président donne la parole au secrétaire.

Le camarade Paillieux donne lecture du procès-verbal de la réunion précédente, puis des comptes rendus des 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> réunions du Conseil Supérieur des Chemins de Fer (5 et 19 juillet). Il donne quelques détails sur les différents projets de répartition de la nouvelle prime de gestion, actuellement en discussion au C. S.

Il porte ensuite à la connaissance du Syndicat les nouvelles suivantes :

1<sup>o</sup> Facteurs de circulation : le ministre des Travaux publics vient de promettre que rien ne serait changé aux avantages acquis ;

2<sup>o</sup> Nouvelle indemnité de résidence : le ministre a répondu à une délégation de cheminots que la réduction de 75 0/0 ne devait atteindre exclusivement que les agents changeant de résidence ;

3<sup>o</sup> 4 premiers jours de maladie : rien de changé. Le Syndicat continue à recevoir les réclamations auxquelles il se charge de faire donner satisfaction ;

4<sup>o</sup> La loi de huit heures : le secrétaire lit le projet de décret modifiant l'application de la loi dans les chemins de fer (conséquence de la décision du 14 juin du Conseil Supérieur des Chemins de Fer) ;

5<sup>o</sup> Coopérative : le camarade Demole est chargé, par décision du bureau, en date du 17 juillet, de l'administration locale de la coopérative.

Le secrétaire termine en parlant des différentes affaires en cours de règlement pour la solution de questions personnelles dont le Syndicat a été saisi.

La séance est levée à 22 heures.

Le Secrétaire de séance.

Le Syndicat de Caen s'est réuni à son siège, 4, rue Montaigne, à 22 h. 30, sous la présidence du camarade Le Métayer.

Le Président donne la parole au secrétaire.

Le camarade Paillieux met le Syndicat au courant de la suite donnée à de nombreuses affaires d'ordre personnel, présentées par différents camarades. Il fait part de deux nouveaux succès remportés par la Fédération pour le remboursement des 4 premiers jours de maladie demandés en faveur de deux membres du groupement Caennais.

A propos des livraisons de savon faites par la Coopérative de l'U. R. Etat, le secrétaire expose les difficultés qu'il a rencontrées dans ces opérations et demande au Syndicat de porter le prix unitaire du savon en barres livré à Caen à 2 fr., soit une augmentation de 0,05 qui permet à la Caisse locale de couvrir les frais occasionnés par les transactions avec la Coopérative ;

Le Syndicat approuve à l'unanimité.

Le secrétaire réclame ensuite l'autorisation de lancer une circulaire pour demander aux dames adhérentes au groupement si elles consentiraient à payer désormais la cotisation homme. Cette mesure aurait pour but d'augmenter un peu les ressources du Syndicat qui sont actuellement insuffisantes. D'autres mesures seront étudiées par la suite, afin d'établir un budget plus important.

Le Syndicat autorise cette mesure sous réserve de l'approbation des intéressés.

Le secrétaire termine en rappelant à tous que la permanence fonctionne tous les mardis de 17 h. 30 à 18 h. 30. Le barème des marchandises mises en vente par la Coopérative pourra être consulté au siège, aux jours indiqués précédemment, et tous renseignements utiles pourront être, en outre, demandés au délégué, le camarade Demole.

La séance est levée à 22 heures.

Le Secrétaire de séance.

## PARIS-RIVE-GAUCHE

« Les membres du Groupe Etat-Rive Gauche du Syndicat Professionnel des Cheminots de la Région Parisienne Etat, réunis le 13 novembre, après avoir pris connaissance de l'ordre du jour, renouvellent le Bureau du Groupe et y maintiennent ses anciens membres ;

« Acceptent le compte rendu financier et, après échange de vues sur la prime de gestion et la protestation de l'Union Etat sur la mauvaise répartition des indemnités de résidence, renouvellent leur confiance à la Fédération. »

## RENNES

Le 17 août dernier, le S. P. C. R. tenait sa réunion mensuelle, au cours de laquelle le camarade Grimaud, secrétaire, fit part à l'assemblée de la solution favorable apportée aux diverses réclamations présentées par le Syndicat, et donna connaissance des protestations adressées au siège au sujet de l'indemnité de résidence et du non-paiement des allocations pour naissance d'enfant mort-né.

Notre camarade nous mit ensuite au courant de l'organisation de l'Union Economique qui vient d'être créée entre les Syndicats professionnels de Rennes, affiliés à la C. F. T. C., dans le but d'assurer des avantages matériels aux syndiqués ; remise d'un escompte pour tout achat fait chez un certain nombre de commerçants, dont la liste sera très prochainement communiquée, — faculté de s'approvisionner à la Boulangerie coopérative de l'Union Economique rennaise, — participation à de nombreux achats en commun, etc...

Le camarade Grimaud nous annonça ensuite la reconstitution du groupe syndical de Fougères sur lequel nous pouvions déjà fonder les plus belles espérances, grâce au concours dévoué des cheminots fougérois. Lecture fut donnée d'une lettre du Secrétaire du Syndicat des

ouvriers verriers de la cristallerie fougéroise, approuvant notre campagne pour les 8 heures et nous assurant de la sympathie de tous les verriers.

L'Assemblée ayant été mise au courant de la décision prise par un commerçant rennais à l'égard de deux de ses employés membres du Syndicat des employés de commerce, affilié à la C. F. T. C., l'ordre du jour suivant fut adopté à l'unanimité en fin de réunion :

« Les membres du S. P. C. R., mis au courant de la façon d'agir d'un commerçant rennais à l'égard de deux de ses employés, membres d'un syndicat, protestent contre la décision de ce patron, d'imposer une mise à pied d'un mois avec un salaire payé de huit jours, et contre l'attitude qu'il a cru devoir prendre à l'égard du Syndicat des Employés de Commerce, en ne daignant même pas répondre à une lettre recommandée qui lui avait été adressée.

Décident de s'abstenir de faire des achats dans cette maison pour mieux souligner leur protestation. »

Le Secrétaire de séance.

## Union des Syndicats du Midi

### BORDEAUX

#### Contre le sabotage des 8 heures

Le 17 novembre eut lieu, salle de l'Alhéné, le meeting des Cheminots de Bordeaux en faveur de la journée de 8 heures.

Etaient représentés les syndicats suivants :

Syndicats Professionnels P.-O. et Midi ;  
Syndicats des Cadres du Midi ;  
Syndicats Unitaires P.-O., Midi et Etat ;  
Syndicats confédérés P.-O., Midi, Etat.

La présidence était assurée par le camarade Desmaison, secrétaire général du Groupe Bordeaux P.-O. du Syndicat Professionnel.

Environ 1.500 Cheminots avaient répondu à l'appel de leurs Organisations syndicales respectives.

Le Président constate que le décret Le Trocquer a réalisé l'Union des Cheminots et invite les assistants à persévérer dans cette union, puis il donne la parole au camarade Oudin.

Après avoir marqué que la loi de 8 heures est compromise par le fait des Compagnies, Oudin réfute brillamment ces affirmations gratuites ou intéressées et dans un parallèle saisissant, avec chiffres à l'appui, démontre que l'étranger devance la France dans l'application de la loi.

Après avoir marqué que les griefs contre les Compagnies rejaillissent injustement sur les Cheminots, Oudin termine en disant : « Les Compagnies qui essaient de jeter le trouble dans nos rangs, de nous diviser, ne réussiront pas, car nous saurons tous faire bloc, sans distinction d'opinion, pour sauvegarder nos justes intérêts. »

Chaveroi, de la C. G. T. U. lui succède : « Vous constatez, ce soir, dit-il, notre besoin de rapprochement général pour une action sérieuse. Si nous savons être unis en oubliant nos divisions de doctrines, si nous faisons preuve de volonté et d'énergie, nous arriverons à triompher. »

Puis ce fut Le Guen, de la Fédération Montagne, qui succéda à Chaveroi.

Il se livre à une étude approfondie du décret Le Trocquer qu'il démontre illégal en fait et en droit. Le Guen termine par un vibrant appel à l'Union pour la résistance.

Le camarade Casse, de la Fédération des Cadres parle le dernier et joignant sa voix à celle des autres Syndicats de Cheminots croit faire œuvre de justice sociale et espère que le succès couronnera les efforts par l'union totale des travailleurs du rail.

L'ordre du jour voté fut celui adopté lors du meeting de Paris le 18 octobre.

### MAZAMET

Le Groupe de Mazamet, réuni en Assemblée extraordinaire le 6 octobre 1922 pour prendre connaissance du Décret du 15 septembre 1922, concernant les nouvelles conditions d'application aux Cheminots de la loi du 23 avril 1922, vote à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« Considérant qu'une Commission paritaire constituée en 1919 a discuté les conditions d'application de cette loi et a abouti à la signature de conclusions formant convention collective de travail ; que jusqu'à ce jour, cette dernière convention n'a pas été dénoncée par l'une des parties contractantes, repousse toutes modifications à la dite convention.

« Attendu que le Statut du Personnel prévoit un congé annuel payé de 15 jours et que par suite de l'application dudit décret, ce même congé se trouve récupéré dans les journées de travail, le Groupe constate encore une fois que le statut se trouve violé par ceux-là même qui ont pour mission de le faire appliquer et respecter.

« Regrette que le Décret soit muet sur les conditions de rémunération des heures supplémentaires qui ne devront être exigées qu'en cas d'absolue nécessité (nécessité qui n'est nullement démontrée pour le moment) et qu'en tout cas ces heures soient payées à un taux supérieur au tarif horaire actuel de travail.

« Déclare que lors de la révision des indemnités de résidence et de la discussion de l'indemnité de cherté de vie, il ne devra être tenu aucun compte du paiement des heures supplémentaires, si elles étaient imposées, celles-ci devant être considérées comme ne rentrant pas dans le salaire normal.

« Fait confiance au Bureau Fédéral et lui donne son entière approbation pour tout ce qui sera fait ou entrepris pour faire aboutir les justes revendications des Travailleurs du Rail et demande la convocation d'une nouvelle Commission paritaire composée des différents groupements organisés pour l'étude de nouvelles conditions de travail si la nécessité en est démontrée.

« Proteste énergiquement contre la diminution de l'indemnité de résidence prévue pour la localité où le coût de la vie est au moins égal, sinon supérieur, à certains centres qui ont leur allocation plus élevée.



« En ce qui concerne la prochaine révision des indemnités de résidence, le Groupe demande que les commissions chargées des enquêtes se fassent connaître à leur arrivée dans la localité et qu'un agent leur soit adjoint pour procéder à l'enquête nécessaire. C'est la meilleure garantie. En rapprochant les chiffres obtenus par les délégués et ceux des commissions régionales ou départementales du coût de la vie fournis par ces commissions au Ministère du Travail, il sera ainsi facile aux Compagnies d'établir un barème d'indemnité pour toutes leurs gares sans avoir à provoquer le mécontentement et les plaintes de tout le personnel. »

« Demande en outre la suppression du 4<sup>e</sup> alinéa du paragraphe « Conditions d'application des nouveaux taux » de l'Ordre de Direction N° 545 du 19 mai 1922, fixant les nouvelles bases de l'indemnité de résidence, lequel alinéa stipule qu'à chaque augmentation de traitement, l'indemnité de résidence sera réduite à raison de 75 0/0 de l'augmentation ainsi obtenue. »

Adresse à la Fédération copie de cet alinéa pour toutes démarches utiles.

Le Président,

## Syndicat du Réseau Nord

### ACTIONNARIAT

Tous les membres de la Caisse d'Actionnariat sont informés que la prochaine assemblée générale aura lieu à Amiens, le dimanche 28 janvier 1923.

Une note spéciale indiquera le lieu et l'heure exacte de la réunion, ainsi que la composition de l'ordre du jour.

Pourtant, dès à présent, on peut dire qu'à cette assemblée on portera à la connaissance de tous quelle a été la marche de la Société depuis sa formation : sommes recueillies, actions achetées, frais généraux, réserves, etc. ; on y étudiera les modifications à apporter aux statuts ainsi les conditions de participation à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Compagnie du Nord, qui aura lieu en avril.

Que dès maintenant tous les membres de la Caisse d'Actionnariat prennent leurs dispositions pour assister à cette réunion très importante du 28 janvier 1923 ; et, d'autre part, qu'ils veuillent bien adresser au trésorier, M. Louis Levant, 61, rue de la Gare, à Coye (Oise), et avant le 31 décembre, toutes leurs communications ainsi que les questions qu'ils désiraient voir porter à l'ordre du jour.

### TRESORERIE

Les camarades en retard de leurs cotisations sont très instamment invités à se mettre à jour avant le 31 décembre.

Cette date passée, nous nous verrons dans l'obligation d'en faire opérer le recouvrement par la poste.

Il est également rappelé aux receveurs des groupes que leurs situations doivent parvenir le 20 de chaque mois au plus tard au Trésorier général, Brûère, 148, avenue du Chemin-de-Fer, à Epinay-sur-Seine (Seine) et les fonds au Compte chèques postal du syndicat n° 368-21, 2, rue du Louvre, Paris (1<sup>er</sup>), au nom du Syndicat Prof. du réseau du Nord, 5, rue Cadet.

Le Trésorier général,

### PROPAGANDE

Les élections récentes au Conseil supérieur des Chemins de fer ont révélé l'existence de notre Syndicat à beaucoup de cheminots qui ne soupçonnaient pas un tel groupement. Cela nous a procuré un bon nombre d'adhésions, mais il ne faut pas laisser échapper cette heureuse circonstance sans en tirer le plus de profit possible.

En conséquence, il est à souhaiter que, dans chaque groupe, on s'ingénie à faire une active propagande auprès des camarades qui ont voté pour nos listes, en leur communiquant chaque numéro de notre journal, en leur donnant des tracts, et surtout en leur parlant de notre Syndicat et en les éclairant sur nos directives.

Mais, comme une action à domicile est préférable à la distribution d'imprimés divers dans les bureaux et ateliers, tous les camarades sont instamment priés de communiquer au secrétaire général, Michel Schwab, 9, rue Brochant, Paris (XVII<sup>e</sup>), les noms et adresses de tous les cheminots qu'ils savent sympathiques à notre Syndicat.

On leur enverra directement, à domicile, les tracts nécessaires et, pendant 2 ou 3 mois, on leur fera gratuitement le service du Cheminot de France. Il est à espérer que, parmi ces divers agents, ainsi éclairés sur nos faits et gestes, un bon nombre de camarades nous donneront leur adhésion.

A l'œuvre donc, chers camarades, et envoyez-nous sans retard un grand nombre d'adresses.

Le Bureau du Syndicat,

HELLEMMES — Lille  
Réunion de protestation

A la suite de la mesure gouvernementale portant atteinte à la loi de huit heures dans les chemins de fer, le Syndicat Professionnel des Cheminots convoque ses adhérents en assemblée extraordinaire le vendredi 15 septembre, à 5 heures salle Salomé, à Hellemmes.

Les syndiqués étaient particulièrement nombreux.

Le camarade Charles ARTHUR, de Lille-Délivrance, fut nommé président de séance.

Léon VIELLEUX, secrétaire du groupe, se fit l'écho de l'émotion produite parmi les cheminots par la décision ministérielle. Il passa en revue tous les arguments invoqués en faveur de cette mesure et les réfuta vigoureusement.

Il montra ensuite tout ce que le groupe local du Syndicat du Réseau-Nord et la Fédération elle-même avaient fait pour le respect de la loi de huit heures.

Il lut et commenta les réponses faites par les parlementaires du Nord à l'ordre du jour du 25 juillet dernier que leur avait adressé le Syndicat et déclara que les Cheminots sauront se souvenir de ceux qui les soutiennent et de ceux qui les desservent.

Il fut vigoureusement applaudi par l'auditoire. Puis, Charlemagne BROUIN, secrétaire général de l'U. R. du Nord, fit un exposé général de l'application de la loi de huit heures et des dangers qu'elle court actuellement. Il montra l'effort accompli par la « Confédération Française des Travailleurs Chrétiens » et l'Union Régionale du Nord pour le maintien de cette loi, et termina par un ardent appel à l'organisation des cheminots sous la bannière syndicale professionnelle.

Une quête en faveur d'un camarade blessé, rapporta 33 fr. 80 et la réunion se termina par le vote à l'unanimité d'un ordre du jour protestant contre l'illégalité du nouveau décret.

EN CORTÈGE, les cheminots sont allés remettre au préfet une protestation contre le décret modifiant la loi de 8 heures.

Les ouvriers et employés des Ateliers de la Compagnie du Chemin de fer du Nord à Hellemmes appartenant :

A la Fédération nationale des travailleurs des chemins de fer affiliés à la Confédération générale du travail ;

Au Syndicat unitaire affilié à la Confédération générale du travail unitaire.

A la Fédération des Syndicats professionnels des cheminots de France et des colonies affiliée à la Confédération française des travailleurs chrétiens ;

Les non syndiqués

Formant tous ensemble un bloc de plus de 5.000 travailleurs, se sont unis dans un même mouvement de réprobation pour organiser un cortège en signe de protestation contre le coup de force de M. le ministre des Travaux publics, modifiant de sa propre autorité et sans accord préalable des organisations syndicales intéressées, le régime du travail dans les chemins de fer.

Le cortège, parti des Ateliers d'Hellemmes à 9 heures, est arrivé à 10 h. 30 à la préfecture de Lille, dans l'ordre le plus parfait, sans cri, sans chant.

Les délégués des trois organisations syndicales ont remis leurs revendications à M. le Préfet, en le priant de les transmettre au Gouvernement.

### PARIS-NORD

Le groupe de Paris-Nord a tenu ses réunions mensuelles habituelles les 13 octobre et 10 novembre 1922.

A l'issue de la première réunion, un ordre du jour de protestation contre les atteintes portées à la journée de 8 heures a été adopté par acclamations.

Au cours de la deuxième réunion, après avoir donné connaissance des affaires en cours, le camarade Thiriot a fait un exposé :

« Les considérations sur les principes qui peuvent inspirer le syndicalisme chrétien et controverse sur l'orientation syndicale. »

La prochaine réunion du groupe aura lieu le deuxième vendredi, 8 décembre 1922, à 18 heures, 5, rue Cadet.

Le trésorier fait un pressant appel à tous les camarades qui n'ont pas encore acquitté intégralement leurs cotisations pour l'année 1922.

Le Secrétaire : Henri GILLET.

## Union des Syndicats P.-L.-M.

### AVIS

Comme suite à l'avis paru dans le Cheminot de France du 1<sup>er</sup> septembre, l'Union des Syndicats P.-L.-M. porte à la connaissance de tous que M. Denis Charles, ancien président de l'Union des Syndicats P.-L.-M., ne fait plus partie de la Fédération.

### LYON

Le S. P. C. F. de Lyon réuni en assemblée générale extraordinaire le 9 novembre approuve l'action de son Bureau et félicite la Fédération d'avoir provoqué le Cartel syndical pour la défense du principe de la loi de huit heures. Il prend acte des décisions prises à cet effet et s'engage à fournir dans le plus bref délai au Bureau fédéral toute la documentation utile pour lui permettre de poursuivre la révision de l'application du décret de septembre 1922 du Ministère des Travaux publics.

Cet ordre du jour a été adopté à l'unanimité.

### MELUN

Les cheminots de Melun et environs, sans distinction de groupement ou de tendances, réunis le 8 octobre 1922, au nombre de 300, salle de la Justice de Paix. Après avoir entendu divers orateurs et pris connaissance du décret du 14 septembre 1922, modifiant les conditions de travail du personnel des chemins de fer, autre que les mécaniciens chauffeurs et agents des trains :

Constatant avec regret que les pouvoirs publics ne tenant aucun compte des avis des organisations ouvrières et des accords paritaires de 1919, n'aient pas pris comme base du décret ces accords ;

Approuvant la formation d'un Comité Intersyndical et lui donne mandat de faire l'union entre les divers groupements locaux et d'imposer ensuite cette union aux diverses administrations centrales ;

Accordant à ce Comité Intersyndical leur confiance sans limite et lui donnent plein pouvoir afin d'entreprendre une campagne de presse et d'affiches pour tout ce qui concerne la Loi de huit heures ;

Après avoir pris connaissance des notes du Réseau au sujet des modalités d'application du décret ;

Signalant l'absence de toute logique dans l'établissement de ces modalités, la durée du travail effectif imposé à chaque catégorie d'employés variant dans des gares de même importance ; des services à travail continu étant considérés comme services à travail intermittent ; la gare de Melun, en particulier, gare de 2<sup>e</sup> classe, à service très chargé, étant soumise à un régime qui aggrave même celui du décret.

Soucieux de conserver la journée de huit heures, chère à tous les travailleurs conscients, ils s'élèvent avec la plus grande énergie contre le décret du 14 septembre 1922, dénonçant cette loi sans consultation préalable du Parlement...

## Syndicat du Réseau P.-O.

### TRESORERIE

Dans le dernier Cheminot de France nous avons dit qu'en ce qui concerne la trésorerie du Syndicat du Réseau, il fallait s'adresser au camarade Ruby, 64, rue de la Fuye, à Tours (Indre-et-Loire).

Si les groupes ne se conforment pas à cette prescription, il est certain d'avance qu'ils se trouveront dans l'impossibilité d'encaisser les cotisations, faute de timbres.

A ce sujet, nous croyons nécessaire de préciser dans quelles conditions se fait l'achat de timbres-cotisations.

1<sup>o</sup> La Fédération ne délivre des timbres que moyennant « finances » ;

2<sup>o</sup> Le Syndicat du réseau agit de même vis-à-vis de ses groupes. Par conséquent, il est évident que si un groupe n'envoie pas d'argent il ne recevra pas de timbres. Or, les camarades n'ont pas parfois à s'en étonner, car il appartient au trésorier de groupe de faire le premier geste.

Relativement aux timbres spéciaux quelques groupes nous ont retourné ce qui leur restait. Il y en a d'autres qui n'ont pas fait le geste. Tant pis, nous leur en retiendrons la valeur.

Pour les fonds, les adresser au compte chèques postal, n° 2644, à Paris, au nom du S. P. C. F.

### Le Trésorier.

N. B. — On nous fait savoir que certains groupes, n'auraient reçu aucun timbre en échange de leurs chèques ou mandats.

Nous le regrettons, en effet, mais nous pouvons dire que ces chèques ou mandats ne nous sont point parvenus. En conséquence, pour qu'il nous soit permis de faire la réclamation à l'Administration des Postes, nous prions nos camarades de nous adresser leurs récépissés qui leur seront rendus ensuite.

## Syndicat du Contrôle Commun

DEUX GRANDES  
REPRESENTATIONS THEATRALES  
données au profit de la Caisse  
de Défense Professionnelle du Syndicat  
133, avenue de Clichy (17<sup>e</sup>)  
Nord-Sud : Brochant

Le dimanche 10 décembre 1922, matinée 2 h. 1/2, soirée 8 h. 1/2, sous la présidence du camarade Michel Schwab, secrétaire général de la Fédération, avec le concours assuré de M. Bourgeat, du Théâtre des Variétés, dans

### LE VOYAGE DE M. PERRICHON

Comédie en 4 actes, de Labiche, avec Mmes Rachel d'Armor, de la Porte-Saint-Martin ; Tonia Chatelin, des Matinées Classiques ; MM. Peltier, de l'Odéon ; Léo Chatel, du Théâtre des Arts ; Deville, du Théâtre Déjazet ; Hussen, du Théâtre Déjazet ; Ch. Gander, du Théâtre Fémina, et Ferry, du Théâtre Cluny.

On commencera par  
L'ETE DE LA SAINT-MARTIN  
Comédie en 1 acte de Meilhac et Halévy  
Répertoire de la Comédie-Française

Prix des places : réservées, 3 fr. 50 ; premières, 2 fr. 50 ; secondes, 1 fr. 50 (tous droits compris).

On peut retenir ses places à l'avance, chez le concierge : 133, avenue de Clichy, moyennant un supplément de 0 fr. 25.

N. B. — Vu l'importance du spectacle on commencera à l'heure fixée.

## CARNET FAMILIAL

Nous annonçons avec plaisir les naissances :

De Mlle Marguerite-Marie Régnaud, fille de notre camarade d'Eprenay.

De Mlle Anne-Marie Dufour, fille de notre dévoué Président fédéral.

De Pierre Hasquenoph, troisième fils de notre camarade de Paris-Est.

Et de MM. Guy et Gaston Asfaux, fils de notre amie du Contrôle Commun.

Nos félicitations aux heureuses familles et plus particulièrement à notre ami Dufour, qui unit à un réjouissement que tous connaissent et apprécient, une activité et une urbanité dont notre Fédération sera toujours reconnaissante en son fondateur.

Nous sommes heureux d'annoncer les mariages de nos très dévoués camarades Pinbouen, de Chars, et de Claudius Bard, secrétaire du Syndicat d'Arles, secrétaire adjoint de l'Union P.-L.-M. et membre du Conseil fédéral, avec Mlle Francis Carfellier. La cérémonie eut lieu le 5 septembre.

Nous adressons à Mme Bard et à notre bon camarade, dont le dévouement à la cause syndicale n'a point de bornes, nos bien sincères félicitations et vœux de bonheur, ainsi qu'à notre ami Pinbouen.

## CARNET DE DEUIL

Nous avons le regret d'apprendre le décès :

— De notre camarade Millet, du syndicat de Saintes.

— De notre camarade Mounier, du Groupe de Paris-Rive-Gauche.

— Du camarade Grebot, du Syndicat de Dijon, décédé le 27 août après une longue et douloureuse maladie.

— De Mme Rouanet, mère de Mme Dasle, épouse de notre camarade de Mazamet.

— De Mme Trottel, mère de Mme Touranjon, notre amie du Contrôle commun.

— De M. Cat, père de notre camarade conducteur du P.-L.-M., du Syndicat de l'Afrique du Nord.

— De Mme Dringot, épouse de notre camarade du Syndicat de Caen.

— et de notre camarade Gilbert Peter, du Groupe de Nancy.

— Notre camarade Guillet, de Lyon, a conduit à leur dernière demeure, et ce, dans la même semaine, son beau-père et sa belle-mère.

— Notre camarade Champ, chef de gare d'Almenèches, du Syndicat de Caen, vient d'être cruellement éprouvé en la perte de sa fille, décédée à la suite d'un accouchement.

Que nos amis et leurs familles veuillent bien trouver ici l'expression de notre sympathie et de nos condoléances émues qui, nous l'espérons, seront un adoucissement à leur grande douleur.

— Notre camarade Baurant, président du Syndicat de l'Afrique du Nord, vient d'être cruellement éprouvé par la perte de sa femme, emportée en quelques jours par une crise cardiaque.

Ce deuil atteint également notre dévoué camarade Mingues, secrétaire du Syndicat de l'Afrique du Nord, dont l'épouse est la fille de notre camarade Baurant.

A nos deux camarades, le bureau fédéral et la Fédération adressent leurs sincères condoléances.

FABRIQUE D'HORLOGERIE-BIJOUTERIE  
Etablissements  
**E. MUGLER Fils**  
à Valence (Drôme)  
GRAND CHOIX  
de Bijoux pour Mariages  
MONTRES  
pour Hommes  
et pour Dames,  
Chaines,  
Sautoirs, Colliers,  
Bracelets, Bagues,  
Boucles  
d'oreilles,  
Broches,  
etc.,  
Orfèvrerie:  
Couteils  
de table,  
Couteaux, Garni-  
tures de cheminées  
Réveils, etc., etc.  
Bicyclettes V. M. A.  
Machines à coudre M. A.  
Jumelles militaires et marines  
Photo - Armes - Phonographes  
Facilités et Conditions Spéciales pour les CHEMINOTS  
CRÉDIT  
au gré du client  
Envoi sur demande des Catalogues  
et d'Assortiments en chalc. France

**CHEMINOTS** si vous voulez vous créer des ressources intéressantes en occupant vos loisirs, adressez-vous au camarade Jolyet, Employé syndiqué du bureau des Approvisionnements du Réseau Nord, membre adhérent de

## LA PETITE ÉPARGNE

45, rue de Châteaudun, 45  
PARIS (9<sup>e</sup>)

SOCIÉTÉ ANONYME DE CAPITALISATION  
Capital : 1.000.000 de francs

Entreprise privée assujettie au contrôle de l'Etat  
La plus intéressante de toutes

PAR SES TIRAGES MENSUELS  
::: ET SES COMMISSIONS :::

exclusivement réservées à ses adhérents

**M. JOLYET**

165, Rue de la Convention, à PARIS (15<sup>e</sup>)

## MAISON DES CHEMINOTS

Fabrique de Meubles et Literie

Vente directe au Consommateur

Ameublements de tous Styles

**Maison Ed. SIMON**

Téléphone : Roquette 52-66

77, rue de Charonne, Paris (XI<sup>e</sup>)

DIRECTEURS : Les Anciens Chefs de Rayon  
de la Maison KLEIN, 28, rue de Flandre,  
fermée pour cessation de Commerce.

CONDITIONS SPÉCIALES AUX CHEMINOTS :

10 0/0 d'escompte au comptant

Catalogue franco sur demande

Le Gérant : M. LORINET.  
Imp. spéc. du Cheminot de France.